

Canadian  
Forces  
College

Collège  
des  
Forces  
Canadiennes



**Major David Belley**

**Défense du Canada : Investissements domestiques bénéficiant à la NORAD et à l'OTAN**

**JCSP 47**

**Exercise Solo Flight**

**Disclaimer**

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2022

**PCEMI 47**

**Exercice Solo Flight**

**Avertissement**

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 47 – PCEMI 47  
2020 – 2022

Exercise Solo Flight – Exercice Solo Flight

**Major David Belley**

**Défense du Canada : Investissements domestiques bénéficiant à la NORAD et à l'OTAN**

*“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”*

*“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”*

## **DÉFENSE DU CANADA : INVESTISSEMENTS DOMESTIQUES BÉNÉFICIAINT À LA NORAD ET À L'OTAN**

### INTRODUCTION

En raison de son entente privilégiée avec les États-Unis grâce à l'appartenance commune à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ainsi qu'au Commandement de la défense de l'Amérique du Nord (NORAD), le Canada bénéficie depuis 1949 d'une situation choyée dans l'atteinte de ses objectifs de défense. Conséquemment, une certaine tendance a pu être observée, et souvent reprochée au Canada, à investir « à rabais » dans la défense<sup>1</sup>. Alors que la fin de la guerre froide et les progrès de la gouvernance internationale aurait pu laisser aspirer à la fin du réalisme dans les relations internationales, les événements du printemps arabe et ses répercussions qui secouent toujours la Syrie, ainsi que la récente invasion de l'Ukraine par la Russie ramène une perte de confiance en la capacité du libéralisme à prévenir les guerres. Conséquemment, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a récemment renouvelé ses exhortations aux pays membres de l'alliance, « incluant le Canada », d'atteindre la cible du deux pourcent de leur produit intérieur brut (PIB) dans leurs investissements en défense<sup>2</sup>.

Bien que diverses options permettant d'atteindre cette cible aient été présentées par la Ministre de la Défense nationale, le budget déposé le 7 avril 2022 par le Gouvernement canadien ne propose qu'une augmentation marginale du budget de la

---

<sup>1</sup> Lawson, Thomas. « Entrevue télévisuelle sur le budget de la défense, avril 2022, “. La référence sera retrouvée avant de remettre le travail final.

<sup>2</sup> Pass-Lang, Christian. “NATO head urges Canada, other allies to do more on defence commitments: Canada has not spent more than 2% on its GDP on defence in decades”, *CBC News*, 20 mars 2022.

défense, qui progressera du présent 1,39% du PIB, à 1,5% en 2026-2027. Alors que le Canada ne semble pas montrer la volonté de satisfaire à l'exigence du seuil minimum sur lequel les partenaires de l'Alliance s'étaient engagés en 2006, et considérant la priorité des opérations domestiques pour le Canada, l'objectif de ce texte n'est pas de discuter l'ampleur des investissements en défense mais bien de démontrer que la meilleure façon de défendre le Canada, d'investir dans sa population et de satisfaire son engagement avec l'OTAN est de diriger une plus grande proportion de ses dépenses militaires pour la NORAD.

#### CADRE THÉORIQUE

Dans ses négociations internationales, la Chine emploie habilement le concept de « Small States Strategy ». Cette approche, tel que la décrivent Bowman et Xiu, consiste à contourner les organismes de gouvernance internationale pour faire des ententes bilatérales directement avec des partenaires étant en position d'infériorité dans les négociations dans le but d'en tirer avantage<sup>3</sup>. C'est ainsi qu'à travers ses multiples investissements déployés dans le cadre de l'initiative « *la ceinture et la route* » (*Belt and Road Initiative – BRI*), que le géant chinois a allongé ses tentacules chez des voisins de plus en plus lointains. L'auteur Philip Holt avance que les desseins de la Chine sont intéressés, mais davantage que ce pays cherche à établir un ordre économique régional alternatif cherchant à contrebalancer l'influence américaine<sup>4</sup>. Malgré que les partenaires de la Chine bénéficient de ces ententes, ils se retrouvent désavantagés par leur rapport

---

<sup>3</sup>Bowman, Liz, et Qingchao Xu. *China in the Arctic: Policies, Strategies, and Opportunities for Alaska*. Fairbanks: Center for Arctic Policy Studies. 2020, p. 8.

<sup>4</sup>Holt, Phillip. "A Truly Friendly Neighbor? The Motivations behind China's Belt and Road Initiative in its Periphery", *The Institute of World Politics*, 17 June 2020, p. 2.

d'infériorité/dépendance envers la Chine. Récemment, la Chine a dirigé une certaine attention vers l'Arctique et emploie cette stratégie envers certains pays-membres – dont le Canada – en contournant le forum du conseil de l'Arctique<sup>5</sup>. Davantage, la présente situation créée par l'invasion presque télégraphiée – mais devant laquelle la communauté internationale est toutefois demeurée incrédule – de l'Ukraine par la Russie, laisse présager que les dynamiques influençant l'ordre du monde reposent encore largement sur la capacité militaire<sup>6</sup>.

## LE CANADA ET L'OTAN

Le Canada est un membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord depuis la signature du traité de Washington en 1949 et est demeuré depuis un membre actif de l'alliance. Alors que les contributions canadiennes sont appréciables, les ministres de la défense de l'OTAN se sont entendus en 2006 de consacrer un minimum de 2% du Produit Intérieur Brut de leur pays respectifs aux dépenses reliées à la défense afin d'assurer la disponibilité militaire de l'alliance. Suite à l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014, les leaders de l'alliance ont décrété que les pays contribuant 2% ou plus continueraient de le faire tandis que les autres devraient se diriger vers cet objectif pendant la prochaine décennie. Alors qu'une majorité des pays alliés ont des mesures en place pour atteindre ces objectifs d'ici 2024, le Canada n'atteindra qu'environ 1.5% en

---

<sup>5</sup> Bowman et Xu, pp. 8-10; Également et par exemple, 34 milliards chinois ont été investis dans l'extraction des sables bitumineux canadiens, l'ambassade chinoise de Keflavik, le complexe/oléoduc de gaz liquéfié liquide Yamal avec la Russie, l'abolition des barrières tarifaires pour l'importation du saumon islandais, etc... La paralysie du gouvernement Trudeau dans le dossier des « deux Michaël » en raison des relations diplomatiques et économiques avec la Chine est un bon exemple des conséquences de ce type de dépendance créés par cette relation avantageant la Chine.

<sup>6</sup> En raison de l'échec des tentatives diplomatiques en date du 26 mai 2022, et que les progrès obtenus par les mesures économiques et financières de la communauté internationale n'aient permis de stopper l'agression de Moscou. Alors que plusieurs théories du

2026 selon le plus récent budget<sup>7</sup>. L'objectif de cette partie est de d'expliquer comment la contribution en dépenses envers la défense est calculée par l'OTAN et de tenter d'illustrer un parallèle perspectif entre le Canada et un pays n'ayant aucune capacité expéditionnaire mais contribuant nonobstant aux efforts de l'alliance : l'Islande.

*Le Canada et le seuil de 2%*. Sur les scènes médiatique et politique canadienne, l'argument de prédilection des critiques contre l'atteinte du seuil des dépenses en défense de l'OTAN est qu'une cible de 2% n'est qu'un montant arbitraire ne signifiant rien en contribution réelle. Exacerbant cet effet, il existe une perception relativement répandue que les contributions internationales du Canada représentent davantage que son « poids » en tant que puissance de devrait lui permettre<sup>8</sup>. Dans un article relatant une série de présentations organisées par l'Académie canadienne de la Défense dans le but de conseiller le comité consultatif du ministre de la Défense nationale dans la réalisation de la politique *Protection, sécurité, engagement (PSE)*, Charles Davies explique que ce mythe est une fausseté agissant contre les intérêts canadiens en matière de défense. Selon l'auteur, faire planer la perception que le Canada est une « petite » puissance devient un argument pratique pour tout gouvernement souhaitant s'éloigner ou se retirer d'investissements inconvenients. A long terme, ce réflexe a résulté en des efforts et une participation sporadique freinant les possibilités de la contribution canadienne,

---

<sup>7</sup> « Funding NATO », North Atlantic Treaty Organization, dernière mise à jour 17 décembre 2021; Gouvernement du Canada. « Budget de la défense 2021-2022 », dernière modification 23 février 2022.

<sup>8</sup> Davies, Charles. « Punching Below its Weight: A Reality Check on Canada's Place in the World. *Académie canadienne de la Défense*. Selon la croyance répandue que « Canada punches above it's weight ».

notamment dans le cas du littoral du Pacifique, de la NORAD ou de l'OTAN<sup>9</sup>. Toutefois, le calcul du 2% est relativement inclusif et comprend les salaires et pensions, la recherche et développement (R&D), dotation d'équipement de défense, les opérations, les exercices et l'entretien. La seule direction précise émanant de l'alliance envers la répartition du financement est qu'au moins 20% doit être consacré sur à de l'équipement majeur (ce qui inclue la R&D)<sup>10</sup>. Deux conclusions pratiques et réalistes pour le Canada peuvent être tirées de la relation de ce pays avec le seuil de dépenses en défense de l'OTAN : 1) tous les types d'investissements en défense contribuent au calcul du 2%; et 2) afin d'espérer à une culture « d'investissement durable<sup>11</sup> », le Canada aurait avantage à favoriser des investissements à haut capital politique et engendrant un maximum de soutien à long terme par la population.

*Pourquoi pas un peu à la manière de l'Islande?* Pays sans forces armées ni capacité expéditionnaire mais dont la participation à l'OTAN est jugée cruciale, l'Islande s'est joint à l'alliance en 1949 en tant que membre fondateur. La situation géographique de l'Islande et ses infrastructures portuaires ainsi qu'aéroportuaires permettent à d'autres membres de l'alliance d'être pré positionnés au sein du triangle imaginaire reliant le Groenland, l'Islande et la Grande-Bretagne connu sous le nom de « GIUK Gap »<sup>12</sup>. En

---

<sup>9</sup> Davies, Charles. « Punching Below its Weight: A Reality Check on Canada's Place in the World. *Académie canadienne de la Défense*. Selon la croyance répandue que « Canada punches above its weight ».

<sup>10</sup> « Funding NATO », North Atlantic Treaty Organization, dernière mise à jour 17 décembre 2021; Gouvernement du Canada. « Budget de la défense 2021-2022 », dernière modification 23 février 2022.

<sup>11</sup> Le terme « investissement durable » est utilisé ici dans le même esprit que développement durable et vise à argumenter qu'un type d'investissement pourrait avoir une espérance de vie raisonnable à long terme au niveau politique.

<sup>12</sup> Breum, Martin. « Iceland is key to NATO — but Iceland's prime minister worries about militarization in the North Atlantic ».

permettant aux alliés des capacités de détection, d'interdiction maritime et projection de la puissance militaire accrues durant la guerre froide, l'importance de l'Islande pour l'OTAN ne fait pas l'ombre d'un doute. Considérant la récente augmentation des tensions de l'Occident avec la Russie en raison de l'invasion de l'Ukraine, l'important avantage géographique amené par l'Islande au sein de l'alliance demeure aujourd'hui fortement à propos. Autrement que par sa location critique et bien que ce pays ne possède pas de force armée proprement dite, l'Islande contribue aux efforts de l'alliance par un soutien financier, du personnel civil, et le maintien d'infrastructures sur son territoire, telles un système intégré de défense antiaérienne, en plus des installations desquelles permettant aux navires et aéronefs de l'alliance d'y opérer. En somme, la contribution de l'Islande à la défense et aux capacités expéditionnaires de l'OTAN se fait majoritairement par les infrastructures qu'elle peut offrir.

En démontrant la flexibilité derrière la méthode de calcul du 2% des dépenses militaires de l'OTAN et que la contribution d'un pays envers l'alliance peut se faire autrement que par une capacité expéditionnaire, cette partie visait à créer un parallèle avec la situation du Canada, qui est un voisin direct de la Russie à travers l'Arctique et donc avancer qu'un des « devoirs » du Canada, dans le cadre de la NORAD et envers ses partenaires de l'OTAN, pourrait être de contenir la Russie par cette frontière. Bien que la Chine ne soit pas un voisin proprement dit, ce pays a des desseins télégraphiés à l'endroit

de l'Arctique et est également une menace grandissante pour le Canada et l'Amérique du Nord<sup>13</sup>.

#### FAIBLESSES PRÉSENTÉES PAR LA NORAD ET OPPORTUNITÉS POUR LE CANADA

A l'instar des exemples de l'application de la *Small States Strategy* par la Chine dans ses rapports, son partenariat avec les États-Unis dans le cadre de la NORAD avantage le Canada depuis la création de l'alliance en 1958. La raison est simple, car selon l'auteure Andréa Charron – et malgré la disparité des investissements des partenaires dans les dépenses associées à l'Alliance – les menaces pesant sur l'Amérique du Nord en rendent indivisible sa défense<sup>14</sup>. Toutefois, puisqu'il a longtemps été reproché au Canada de se comporter en « free rider <sup>15</sup>» et en raison de l'augmentation des pressions augmentent sur l'alliance, le temps pour le Canada d'augmenter sa contribution à l'alliance semble venu<sup>16</sup>. Cette section est destinée à identifier les lacunes des présentes capacités de la NORAD à faire face aux menaces du futur.

---

<sup>13</sup> Francis, Diane. “Canada, US move on much-needed NORAD Modernization”, *Financial Post*, 30 sept 2021. Selon l'auteure, la Chine est ouvertement aux aguets pour trouver une faille grâce à laquelle elle pourrait instaurer un certain contrôle dans la région; Véron, Emmanuel, et Emmanuel Lincot. « La Chine à la conquête des pôles ». *The Conversation*. 15 juillet 2020. Selon ces auteurs, la Chine vise à profiter de l'accessibilité accrue de l'Arctique en raison des changements climatiques pour se positionner en tant que joueur majeur dans l'exploitation des ressources de cette région.

<sup>14</sup> Charron, Andrea et Jim Fergusson. « NORAD Beyond Modernization », Centre for Defence and Security Studies, 2019, p. 56.

<sup>15</sup> Raymond, Camille et Marco Meunier, “Continental Defence Modernization and the Future of Canadian Defence Policy”, *Network for Strategic Analysis (NSA)*, 29 septembre 2021.

<sup>16</sup> Sevunts, Levon. “NORAD Modernization to dominate agenda of Canada-U.S. defence relations, experts say”, Radio Canada International, 5 février 2021. Dans cet article, l'auteur cite O'Shaughnessy et Fesler “Hardening the Shield: A Credible Deterrent & Capable Defense for North America” pour avancer que les innovations en armement moderne et l'augmentation de l'incidence de l'enjeu de l'Arctique sur l'échiquier international exercent une pression sur les partenaires à rapidement prendre des mesures concrètes pour augmenter leur capacités.

*Limites des Distant Early Warning (DEW) et North Warning System (NWS).* Depuis la fin des années 1950, le DEW ainsi que son successeur et complément le NWS devaient permettre à la NORAD de détecter, intercepter et éconduire les incursions dans sa zone d'identification de la défense aérienne. Toutefois et en raisons des redéfinitions de la zone d'identification de la défense aérienne du Canada (CADIZ) en 2018 pour inclure l'archipel Arctique qui n'en faisait pas partie précédemment, les limites de ces systèmes ne permettent présentement plus de surveiller dans l'entièreté de la zone d'identification de la défense aérienne de la NORAD. Davantage, elle ne peuvent détecter avec suffisamment de préavis tout missile de croisière à lanceur aérien (ALCM) russe ou missile de croisière lancé du sol (GLCM) lancé depuis des patrouilles d'aviation à long rayon d'action russe ou des bases arctiques de ce pays<sup>17</sup>. Bien que les partenaires repensent présentement la future NORAD, Andréa Charron avance que tout investissement devra aller bien au-delà des capteurs et vers un système compréhensif et incluant dorénavant les domaines terrestres, de l'espace, maritimes et sous-marin. L'auteure conclut que c'est une juxtaposition des données provenant de toutes ces sources, qui permettra à la fois une dissuasion et une défense efficaces, contrairement à une simple défense comme c'est présentement le cas<sup>18</sup>.

*Priorités de défense canadiennes.* Tel que démontré par la hiérarchie des priorités établies dans *PSE*, les mandats premiers des Forces armées canadiennes sont 1) d'assurer la protection du Canada et 2) d'assurer la sécurité en Amérique du Nord. La

---

<sup>17</sup> Charron, Andrea et Jim Fergusson. « NORAD Beyond Modernization », Centre for Defence and Security Studies, 2019, p. 27.

<sup>18</sup>Charron, Andrea, "Beyond the North Warning System", WARONTEROCKS.COM, 7 septembre 2020.

démonstration de « l'engagement dans le monde » ne vient pour sa part qu'en troisième priorité. Davantage et en raison : du récent contexte d'intérêt international tourné vers l'Arctique, des capacités accrues de l'armement russe et de la diminution des systèmes de la NORAD à assurer leur rôle et du renouvellement de l'intérêt des partenaires à revigorer la portée de cette alliance, le Chef d'état-Major de la Défense (CEMD) a publié en 2018 la « Directive du CEMD sur le cadre pour la communication stratégique (COMM STRAT) – Plan de campagne des FAC sur l'Arctique », laquelle réoriente les efforts de l'organisation afin de démontrer une présence accrue dans cette région. Depuis, l'augmentation de la prévalence d'exercices des FAC dans les régions arctiques et subarctiques, corrobore l'intention du CEMD<sup>19</sup>. Dans cet ordre d'idée, il est logique d'avancer que tout effort consenti par le Canada à l'amélioration de la NORAD serait en direct alignement avec la politique *PSE* et aurait un effet de synergie avec la présente direction des efforts des FAC.<sup>20</sup>

*Initiatives de promotion des populations autochtones et inquiétudes de la part de certains habitants.* À la fois le Conseil de l'Arctique et l'Organisation des Nations Unies font la promotion des droits des peuples autochtones de cette région nordique. Il en résulte une voie de plus en plus énoncée, et entendue, sur les scènes nationale et internationale. Dans le sillage des efforts de la Commission de vérité et réconciliation ayant débuté en 2007 au Canada, un certain changement de culture a mené à une inclusion croissante de la voix

---

<sup>19</sup> Sans que cette liste ne soit exhaustive, de tels exemples comprennent : la participation des FAC en 2022 aux exercices conjoints ARCTIC EDGE; Joint Pacific Multinational Readiness Center; ARCTIC EAGLE-PATRIOT; ICE EXERCISE, et la tenue d'opération *NANOOK-NUNAKPUT 2022* et *NANOOK-NUNALIVUT 2022* aux territoires du Nord-Ouest, et *GUERRIER NORDIQUE 2019* au Nunavut.

<sup>20</sup> Défense Nationale. « Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD. 14 août 2021.

des peuples autochtones dans les enjeux de la scène politique fédérale<sup>21</sup>. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les premiers ministres des trois territoires canadiens ont manifesté leurs inquiétudes à collaborer avec la Russie dans les enjeux arctiques<sup>22</sup>. Davantage, certains membres de leurs communautés sont incertains de la capacité du Canada à les protéger efficacement de leur voisin russe<sup>23</sup>. Tout investissement dans des infrastructures destinées à la NORAD dans le Nord du Canada aurait donc l'avantage de rassurer la population et pourrait également créer certains emplois pour l'installation, l'opération et le maintien de ces dernières. De manière indirecte, les emplois créés pourraient contribuer à l'augmentation de la population et à promouvoir la souveraineté canadienne sur les territoires nordiques.

#### CONSTAT

Bien que le Canada ne semble toujours pas déterminé à atteindre le seuil du 2% en dépense reliées à la défense tel que le demanderait son affiliation à l'OTAN, ce court exposé a démontré comment un focus sur les investissements en infrastructures en sol canadien pourrait être bénéfique autant au Canada, qu'à la NORAD et à l'OTAN. L'avantage majeur d'une telle stratégie repose en sa viabilité au niveau politique à long terme puisqu'elle avantage directement ses citoyens, contrairement à toute initiative internationale dont les tendances historiques ont identifié une certaine propension à s'essouffler aux grés de l'opinion publique. De surcroît, cette approche plaira assurément

---

<sup>21</sup> Gouvernement du Canada. « Commission de vérité et réconciliation du Canada »

<sup>22</sup> Hudson, April. "Northern premiers say Russia's war jeopardizes Arctic Council work to keep peace in the North", *CBC News*, 18 Mar 2022.

<sup>23</sup> Peterson, Julia. "Russian invasion of Ukraine puts 'more attention onto the needs of the Arctic'", *CBC News*, 24 March 2022.

aux Canadiens, certainement aux États-Unis et donc : probablement à l'OTAN puisque ce dernier pays est l'investisseur majeur dans les entreprises de l'alliance. À l'image d'une approche inversée de la *Small States Strategy* cette relation bilatérale avec les États-Unis bénéficierait donc grandement le Canada.

## CONCLUSION

Par son retour sur les façons de parvenir à des investissements satisfaisant en matière de défense aux yeux de l'OTAN, par la possibilité d'une situation parallèle pour le Canada à celle de l'Islande et en raison des améliorations nécessaires au bon fonctionnement de la NORAD, le but de ce court exposé était de démontrer que la meilleure façon de défendre le Canada, d'investir dans sa population et de satisfaire son engagement avec l'OTAN est de diriger une plus grande proportion de ses dépenses militaires pour la NORAD. Dans le présent contexte international ou l'invasion de l'Ukraine par la Russie a réitéré l'importance d'une défense territoriale efficace et dans les éventualités où la Chine s'immisce en Arctique et que Vladimir Poutine pourrait demeurer à la tête de la Russie pendant encore une vingtaine d'année, les pressions externes semblent maintenant rendre l'ordre des priorités de *PSE* soudainement très logique et d'autant plus acceptable pour la population canadienne.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bowman, Liz, et Qingchao Xu. *China in the Arctic: Policies, Strategies, and Opportunities for Alaska*. Fairbanks: Center for Arctic Policy Studies. 2020.
- Breum, Martin. “Iceland is key to NATO — but Iceland’s prime minister worries about militarization in the North Atlantic”.
- Charron, Andrea et Jim Fergusson. « NORAD Beyond Modernization », Centre for Defence and Security Studies, 2019.
- Charron, Andrea, “Responding to the Hardening the SHIELD: A Credible Deterrent and Capable Defense for North America” .University of Manitoba, 2020.
- Charron, Andrea, “Beyond the North Warning System”, *WARONTHEROCKS.COM*, 7 septembre 2020.
- Défense Nationale. « Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD. 14 août 2021.
- « Funding NATO », North Atlantic Treaty Organization, dernière mise à jour 17 décembre 2021.
- Francis, Diane. “Canada, US move on much-needed NORAD Modernization”, *Financial Post*, 30 sept 2021.
- Gouvernement du Canada. “Budget de la défense 2021-2022”, dernière modification 23 février 2022.
- Hudson, April. “Northern premiers say Russia’s war jeopardizes Arctic Council work to keep peace in the North”, *CBC News*, 18 Mar 2022.
- Peterson, Julia. “Russian invasion of Ukraine puts ‘more attention onto the needs of the Arctic’”, *CBC News*, 24 March 2022.
- Raymond, Camille et Marco Meunier, “Continental Defence Modernization and the Future of Canadian Defence Policy”, Network for Strategic Analysis (NSA), 29 septembre 2021.
- Sevunts, Levon. “NORAD Modernization to dominate agenda of Canada-U.S. defence relations, experts say”, Radio Canada International, 5 février 2021.
- Véron, Emmanuel, et Emmanuel Lincot. « La Chine à la conquête des pôles ». The Conversation. 15 juillet 2020.

Whitney Lackenbauer & Rob Huebert, “Premier partners: Canada, the United States and Arctic security”, *Canadian Foreign Policy Journal*, 2013.